

## **L'analyse géopolitique, une approche indispensable à l'élaboration de la stratégie des groupes internationaux**

La géopolitique fait partie des sciences humaines. Elle est a pour objet de déterminer, derrière les apparences, quels sont les caractères objectifs de la géographie physique et humaine qui conditionnent les *choix stratégiques* des acteurs internationaux de la vie idéologique, politique et économique, mondiale.

### **Les concepts fondamentaux**

Les cinq principaux concepts fondamentaux sont : la conflictualité, la spacialité, la frontière, l'impérialité, la mondialité.

**La conflictualité** La vie est conflictuelle. L'agressivité positive et négative des êtres humains, dans leur course au plaisir, au pouvoir et à la gloire, les conduisent au conflit permanent, à la crise sans cesse recommencée. La géopolitique a pour tâche première de mettre en évidence les origines des conflits et les motivations des acteurs internationaux.

*Les conflits ont, pour l'essentiel, trois sources profondes :*

- A. *la lutte pour le contrôle des ressources*
- B. *la lutte pour le contrôle des espaces géographiques*
- C. *la lutte pour la domination idéologique, ethnique et/ou nationale*

**A. La lutte pour les ressources** Au vingtième siècle, comme depuis toujours, la lutte pour les ressources a été la lutte primordiale, essentielle, plus ou moins camouflée derrière les légitimations idéologiques (exemples : le combat contre le communisme des Etats-Unis d'Amérique, jusqu'à la disparition de la Russie soviétique au début des années 1990, ou encore le combat pour la victoire du communisme de cette même Russie soviétique) alors que l'objectif réel est de contrôler des ressources (pétrole, uranium, eau, diamants) L'eau, à cause, notamment, de la prolifération démographique, est devenue l'une des ressources fondamentales du XXIème siècle.

**B. La lutte pour les espaces géographiques** Cette lutte est nécessaire pour pouvoir accéder aux ressources. C'est donc, par exemple, la lutte pour le contrôle des détroits maritimes (Détroit d'Ormuz, Détroit de la Sonde, Détroit de Lombok, Détroit de Malacca, Détroit de Bab-el-Mandab, Détroit de Gibraltar), des canaux (canal de Suez, canal de Panama) et des principales routes maritimes pétrolières. Par exemple encore, la lutte pour le contrôle de certains espaces au Proche-Orient permet le contrôle des ressources en eau : le contrôle du Golan permet à Israël de disposer du quart de ses besoins en eau et le contrôle de la Cisjordanie de disposer d'un tiers de ses besoins en eau. Et la Turquie contrôle les sources du Tigre et de l'Euphrate, c'est-à-dire les ressources en eau de la Syrie et de l'Irak.

**C. La lutte pour l'hégémonie idéologique, ethnique et/ou nationale** Cette lutte peut être réellement fondée sur le sentiment d'appartenir à la même communauté d'idées, le même peuple, la même nation, donc sur une identité collective, ressentie plus ou moins passionnément par les membres d'un groupe social comme devant s'imposer aux autres parce qu'étant la meilleure, parce qu'étant "choisie" par une divinité quelconque, par exemple. C'est, notamment, le point de vue des intégristes, fondamentalistes religieux, de toutes les religions, sans exception.

Mais très souvent la lutte idéologique, ethnique et/ou nationale, camoufle en réalité des intérêts tout à fait matériels. C'est, par exemple, le cas des luttes inter-ethniques qui servent les intérêts des puissances qui souhaitent contrôler des territoires stratégiques comme en Afrique le Rwanda ou le Congo-Zaïre ex-Belge, lutte qui oppose les anglo-saxons aux francophones derrière les Hutus et les Tutsis, notamment.

**La spacialité** La spacialité c'est tout d'abord le territoire, terrestre, maritime et aérien, la territorialité classique (A), et c'est l'espace extra-terrestre qui ne relève pas de la territorialité classique, la territorialité spaciale (B), mais c'est également la zone d'intervention des acteurs transnationaux, la territorialité virtuelle (C).

**A. La territorialité classique** Ce concept est toujours un concept fondamental de la géopolitique bien que l'espace terrestre se soit considérablement rétréci au XX<sup>ème</sup> siècle avec les nouveaux moyens de communication et de télécommunication. Tous les Etats ont leur territorialité, leur territoire actuel et le souvenir de leurs anciens territoires et le regret des territoires qu'ils n'ont pas eu. Les Etats peuvent avoir des revendications territoriales et/ou être confrontés aux revendications territoriales de leurs voisins et/ou adversaires. Cette territorialité étatique peut-être acceptée par toutes les composantes de l'Etat mais elle peut être, également, contestée lorsque l'Etat est un Etat multi-ethnique, multi-culturel, certaines communautés internes pouvant revendiquer l'indépendance. Qui n'a pas ses indépendantistes ? Cette territorialité classique est très volontiers utilisée par les nationalistes pour mobiliser les troupes dont ils ont besoin pour prendre et exercer le pouvoir, l'idée de nation étant le plus souvent associée à l'idéalisation du territoire, dans la construction d'une mythologie identitaire, une sacralisation qui a pour objectif de rassembler toutes les énergies disponibles.

**B. La territorialité spaciale** L'espace extra-terrestre est aujourd'hui soumis au contrôle variable des puissances qui peuvent matériellement l'utiliser, civilement et militairement. Pour l'instant le contrôle de l'espace extra-terrestre n'est qu'un complément du contrôle territorial classique, mais c'est un contrôle qui ne peut que se développer et s'approfondir. Le contrôle du territoire spacial fragilise donc le territoire classique, qui devient vulnérable, surtout lorsque l'espace maritime et l'espace aérien sont eux-mêmes dominés par une puissance adverse. Mais l'utilité pour une puissance de contrôler le territoire spacial l'oblige à contrôler des territoires classiques. Par exemple la France ne serait pas une puissance spaciale si elle ne disposait pas, notamment, de la Guyane et de Mayotte pour l'envoi et le suivi de ses fusées. Un satellite d'observation militaire a été lancé le 3 décembre 1999 de la base de Kourou en Guyane ; ce satellite, qui est utilisé conjointement par la France, l'Espagne et l'Italie, nécessite plusieurs centres de traitement, notamment aux Canaries et aux Iles Kerguelen. Selon le rapport de l'expert britannique Duncan Campbell, remis à la commission des libertés publiques du parlement européen en janvier 2000, le réseau d'espionnage américano-britannique *Echelon*, créé en 1947 pour surveiller les pays socialistes, s'est partiellement réorienté depuis l'effondrement de ces pays vers l'interception de toutes les communications diplomatiques et commerciales des pays continentaux de l'Union européenne. Cet espionnage permet à la NSA (*National secret agency*), la CIA et le Département du commerce, par l'intermédiaire de l'*Office of Executive support*, de transmettre aux entreprises américaines des informations soustraites à leurs concurrentes européennes. Ainsi en 1994 la société française Thomson-CSF aurait perdu un contrat de 7 milliards de francs portant sur la surveillance de la forêt amazonienne, et Airbus Industrie aurait perdu un contrat de 35 milliards pour la fourniture d'avions à l'Arabie saoudite en 1995.

Depuis 1995 la NSA est en mesure, grâce à la collaboration de Microsoft, Lotus et Netscape, de connaître toute information passant par internet, y compris les e-mails des particuliers.

**C. La territorialité virtuelle** Les acteurs transnationaux, qu'ils opèrent dans le domaine idéologique, politique, financier, commercial ou humanitaire, ont leur espace d'intervention, qui est virtuel avant d'être, éventuellement, réel. L'ONU a son espace mondial, qui n'est limité que par son incapacité à développer ses propres moyens d'intervention. Il en est de même pour les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, qui opèrent globalement ou au niveau régional, sous le contrôle, plus ou moins réel, ou non, de l'ONU ou d'un Etat. Et il en est de même des capitaux, des marchandises et des hommes, qui peuvent circuler physiquement ou non de par le monde, dans le cadre, par exemple, d'une mondialisation juridiquement acceptée (OMC), ou non, ou tout à fait illégalement pour les délinquants internationaux. Ces espaces d'intervention sont tout d'abord virtuels, avant de devenir réels lorsqu'effectivement la circulation existe, le terrain est occupé, la transaction ou l'action a été réalisée. Il en est de même pour internet : l'espace pour internet est virtuellement mondial, il ne devient réellement mondial que dans la mesure où la communication par internet aboutit à des transactions ou des actions bien réelles qui se matérialisent territorialement partout dans le monde.

**La frontière** Il n'y a pas d'Etat sans frontières, or l'ONU comprend cent quatre vingt onze Etats, il est vrai de puissance très variable. La frontière a évidemment une fonction politique, c'est une limite qui résulte de l'évolution historique (A), et qui joue un rôle éminent pour le maintien de l'effectivité souveraine (B).

**A. L'évolution historique de la frontière-limite politique** En Europe les premières frontières sont apparues avec l'Empire romain. Le monde civilisé s'arrête alors à ses frontières. Au-delà du *limes imperii* c'est la "barbarie". C'est à cette époque que la frontière se sacralise et que le sentiment identitaire se concrétise sur le terrain. Avec la création de l'Etat moderne, à la Renaissance, le sentiment national commence à s'affirmer, qui va évoluer en nationalisme à la Révolution française. C'est au Traité de Campoformio entre Napoléon (de) Buonaparte et l'Autriche, en 1797, que pour la première fois les limites entre Etats sont définies le plus précisément possible, grâce aux progrès de la cartographie. Ces frontières nationales peuvent être dites "naturelles" lorsqu'elles opposent des obstacles physiques à la pénétration des adversaires, des océans ou mers, des cours d'eau, des marais, des déserts, des montagnes. Pour les révolutionnaires français le Rhin était la frontière naturelle du nord de la France, avec les Pyrénées au sud et les Alpes à l'est. Mais ces frontières peuvent également, être considérées comme étant naturelles lorsqu'elles séparent des peuples différents d'un point de vue ethno-culturel, d'origine ethnique différente, parlant des langues différentes, ayant des religions différentes. Et ces frontières sont tout simplement dites politiques lorsqu'elles résultent d'un traité de paix ayant mis fin à un affrontement entre Etats, frontières qui ne sont pas alors, ou plus, nécessairement naturelles, ou qui le redeviennent. L'exemple de la frontière entre la France et l'Allemagne résultant de la guerre de 1870 et de l'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Allemagne est significatif à cet égard. La nouvelle frontière n'est plus naturelle pour la France qui a adopté, pour des raisons faciles à comprendre, le critère physique, mais elle est naturelle pour l'Allemagne qui a adopté le critère ethno-culturel, pour des raisons également faciles à comprendre. Les frontières ne sont pas davantage nécessairement naturelles lorsqu'elles résultent de délimitations effectuées par des colonisateurs comme, notamment, en Afrique, ou par des puissances étrangères comme au Moyen-Orient, notamment, après le démantèlement de l'Empire Turc.

**B. Le rôle de la frontière pour le maintien de l'effectivité souveraine** C'est essentiellement sur son territoire, délimité par ses frontières, que l'Etat fait appliquer son droit, ou essaie de le faire, ou devrait essayer de le faire. Si la frontière n'est pas un obstacle à la pénétration illégale des personnes et des marchandises, l'effectivité de la souveraineté étatique est remise en cause, au profit des organisations de fait, et notamment des organisations du crime, des mafias. La criminalité mondiale organisée se veut, évidemment, sans frontières, et le plus souvent se moque des frontières, qu'elle viole impunément lorsque l'Etat est faible et, peut-être, corrompu. Un Etat dont les frontières sont des passoires n'est plus un véritable Etat. C'est pourquoi l'Union européenne, si elle veut exister en tant qu'Etat, se doit d'avoir des frontières sûres, et évidemment reconnues, et donc respectées.

**L'impérialité** L'extension de la puissance au-delà d'un peuple conduit naturellement à la constitution de l'empire. Les empires furent nombreux dans l'Histoire (A) et subsistent évidemment sous la forme classique ou la forme nouvelle (B).

**A. L'empire dans l'Histoire** Tout au long de l'Histoire les empires ont succédé aux empires. En voici quelques uns.

En Egypte à partir du III<sup>ème</sup> millénaire jusqu'au XII<sup>ème</sup> siècle (Ramsès III) avant l'ère chrétienne.

Au Moyen-Orient avec la Perse à partir du VII<sup>ème</sup> siècle jusqu'en 331 avant J.C. (défaite face à Alexandre le Grand).

A Rome à partir de 27 av. J-C jusqu'en 476 pour l'Occident et jusqu'en 1453 pour l'Orient (conquête des Turcs Ottomans).

En Europe avec l'Empire carolingien (800-843) fondé par Charlemagne puis le Saint Empire romain germanique (962-1806) supprimé par Napoléon au bénéfice du sien (1806-1814).

L'empire Austro-Hongrois.

Les empires coloniaux du Portugal et de l'Espagne à partir de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, puis de la France et de l'Angleterre, et même de la Belgique avec l'immense Congo, et partiellement en Europe l'Empire russe et l'Empire ottoman.

Si le XX<sup>ème</sup> siècle a vu la disparition des empires russe, ottoman, austro-hongrois et allemand en 1919, et des empires coloniaux britannique, français, belge, portugais après 1945 ce fut au bénéfice de deux nouveaux empires, l'empire américain et l'empire soviétique, ce dernier s'étant effondré au début des années 1990, tandis que l'empire chinois, constitué deux siècles avant notre ère, retrouvait sa pleine souveraineté après la révolution de Mao Tsé Toung en 1949.

**B. Forme classique et forme nouvelle** D'un point de vue classique l'empire c'est la construction politique d'une entité souveraine fondée sur une unité territoriale, continue ou discontinue, regroupant des peuples différents vivant sur des territoires qui ont été annexés à un Etat central, Etat central qui gouverne l'ensemble par l'intermédiaire d'une administration décentralisée, administration décentralisée qui contrôle politiquement, et qui exploite économiquement, les territoires annexés. L'empire soviétique et l'empire américain sont d'une autre nature, d'une forme nouvelle, dans la mesure où ils ne constituent pas des entités juridiquement souveraines. Les Etats de l'Europe de l'Est, le Vietnam, Cuba, certains Etats africains, n'étaient pas juridiquement annexés à l'Union soviétique, mais cette dernière les contrôlait idéologiquement, politiquement et économiquement. Mais l'Union soviétique elle-même constituait bien un empire classique de par l'annexion des Etats baltes, de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Arménie, et des Etats musulmans de sa frontière

sud, un héritage de l'Empire russe. Quant à l'empire américain, il contrôle bien, idéologiquement, politiquement et économiquement, non seulement les Etats dits occidentaux et tout particulièrement les Etats anglo-saxons, mais également la plupart des autres Etats du monde. Les Etats qui semblent échapper à son contrôle sont certains Etats musulmans (l'Iran, le Soudan, ...) et les Etats qui se réclament encore officiellement du marxisme léninisme comme Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord et bien entendu la Chine.

**La mondialité** Ce concept fait référence à deux situations différentes, la mondialité de certains lieux stratégiques (A) et la mondialité de certaines puissances (B).

**A. La mondialité de certains lieux stratégiques** Certains lieux, de par leur emplacement géopolitique, sont des lieux dits stratégiques car ils permettent aux puissances qui les contrôlent d'exercer leur pouvoir discrétionnaire à l'égard des autres puissances en fonction du critère ami-ennemi. C'est le cas pour certains lieux élevés comme le Golan pour la Syrie et Israël, certains détroits, comme le détroit d'Ormuz pour notamment l'Iran, certains canaux comme le canal de Corinthe pour la Grèce. Si ces lieux stratégiques sont situés de telle sorte qu'ils intéressent la plupart, sinon la totalité, des Etats importants du monde il y a pour eux mondialité. C'est, ou ce fut, notamment le cas pour le cap de Bonne-Espérance en Afrique du Sud, le détroit de Gibraltar, le canal de Suez et Aden, Singapour, Hong Kong. C'est également le cas pour le canal de Panama entre l'océan Atlantique et le Pacifique, les détroits de l'Asie du Sud-Est qui permettent de passer de l'océan Pacifique à l'océan Indien.

**B. La mondialité de certaines puissances** Certaines puissances ont accès à la mondialité. Ce sont les puissances qui sont capables de contrôler la plupart des lieux de mondialité. Ce fut évidemment le cas pour l'Angleterre de l'Empire britannique jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Et dans l'Histoire plus ancienne le cas de Rome, de la Perse sous Darius, de l'Allemagne du Saint-Empire jusqu'au Traité de Westphalie de 1648. Depuis la disparition de la Russie soviétique en 1991, qui ne fut réellement une puissance mondiale qu'à partir des années soixante, et donc pendant seulement une génération, la seule puissance ayant accès à la mondialité est l'Amérique des Etats-Unis. L'Union européenne pourrait y accéder si elle existait en tant qu'Etat souverain. La mondialité des Etats-Unis est une mondialité évidemment conquérante au travers de ce que l'on appelle la mondialisation, une tentante tentative d'Empire mondial.

## Les grands concepteurs de la géopolitique

### Les allemands Ratzel et Haushofer

Friedrich Ratzel (1844-1904) est l'un des précurseurs de la géopolitique et Karl Haushofer (1869-1946) est son disciple principal.

#### *Friedrich Ratzel (1844-1904)*



Professeur de géographie à l'Université de Leipzig en 1882, puis à Munich, Friedrich Ratzel développe une géopolitique engagée pour la réalisation d'une grande Europe dominée par l'Allemagne. Suite à un voyage en Amérique Ratzel prend conscience de la petitesse des Etats européens et souhaite attirer l'attention des politiques à ce propos. Mais constatant que grâce à son empire colonial, et à sa flotte qui lui permet de contrôler le commerce mondial, l'Angleterre est devenue la première puissance du monde, il souhaite que

l'Allemagne devienne également une puissance coloniale et développe sa marine. Et pour concurrencer l'Angleterre, et la France qui constitue également un empire colonial, Ratzel souhaite que l'Allemagne trouve des alliés en Extrême-Orient.

Dans son ouvrage fondamental *Politische Geographie* (1897) Ratzel décrit l'Etat comme un être vivant qui naît, grandit, atteint son plein développement, puis se dégrade et meurt.

L'Etat est l'organisme vivant qui rassemble un peuple sur un sol, le caractère de l'Etat se nourrissant de ce peuple et de ce sol. Mais pour lui, le peuple étant un ensemble politique de groupes différenciés qui ne sont liés "ni par la race ni par la langue" mais par le sol, la politique des nationalités qui aboutit à l'indépendance de l'Etat-Nation fondée sur l'existence d'une communauté linguistique n'est pas acceptable.

L'Etat ainsi défini par le sol a besoin pour vivre d'un espace, l'espace nourricier, le *lebensraum*, l'espace vital. Pour le conquérir et le garder, l'Etat est en conflit avec les autres Etats. Ces conflits aboutissent à ce que les frontières sont fluctuantes historiquement, et se modifient en fonction des rapports de puissance existant entre les acteurs étatiques. Pour Ratzel l'expansionnisme étatique n'est pas totalement inéluctable, il est le fruit d'une politique volontariste reposant sur les idées religieuses et nationales ainsi que sur les représentations géographiques des populations. Mais, cependant, la nécessité d'avoir un sol nourricier fait que l'expansion relève d'une certaine logique, ce qui amène Ratzel à formuler ce qui lui semble être les sept lois universelles de la croissance étatique :

1. La croissance territoriale des Etats accompagne le développement de leur culture
2. Le territoire des Etats s'accroît en même temps que leur puissance idéologique ou économique
3. Les Etats s'étendent en annexant des entités politiques plus petites
4. La frontière est un organe vivant qui matérialise la puissance territoriale de l'Etat
5. L'expansion territoriale de l'Etat est logique, qui vise à absorber des régions vitales pour lui
6. L'Etat est porté à s'étendre lorsque ses voisins sont moins civilisés que lui
7. L'annexion des plus faibles a un effet cumulatif, les annexions entraînent de nouvelles annexions.

#### B. Karl Haushofer (1869-1946)



Le général bavarois Karl Haushofer est le principal disciple de Ratzel, et il va développer et vulgariser la théorie de celui-ci. Selon Haushofer, si les Etats faibles sont favorables au statu quo territorial, les Etats puissants ont vocation à se développer et donc à s'étendre jusqu'à leur espace vital, c'est à dire l'espace qui leur est nécessaire pour vivre. Les frontières ne sont pas intangibles, elles sont l'enjeu d'un combat pour l'existence. L'Allemagne ne peut pas respecter les frontières qui lui ont été imposées par le Traité de Versailles de 1919. Elle doit être une grande puissance. Il faut donc qu'elle réalise l'unité de tous les allemands en rentrant dans ses frontières naturelles, c'est à dire dans les frontières qui doivent permettre à tous les allemands de vivre et de se développer. L'Allemagne ainsi unifiée sera le pivot de l'Europe et aura vocation à dominer l'Afrique et le Moyen-Orient, son allié mondial étant le Japon qui a vocation à dominer l'Asie orientale, y compris la Chine. Si la Russie renonçait au communisme, l'Allemagne pourrait l'autoriser à dominer l'Inde, l'Iran et une partie de l'Asie du sud. Si la Russie ne veut pas renoncer au communisme, elle sera divisée en plusieurs Etats sous l'influence de l'Allemagne, et du Japon pour sa partie asiatique. Ainsi l'Angleterre sera

affaiblie et les Etats-Unis pourront continuer d'exercer leur influence sur l'ensemble des Amériques, seulement.

En 1945 Haushofer s'est défendu d'avoir inspiré et approuvé la politique nationale-socialiste d'annexion des territoires étrangers non habités par des allemands, tout en reconnaissant avoir approuvé l'annexion des territoires habités par des allemands (Tyrol du Sud, Sudètes). Il est contre l'attaque de l'URSS en 1941. Son fils fait partie du complot contre Hitler et est assassiné par la Gestapo. Il se suicide avec sa femme, d'origine juive, en 1946.

#### *Le britannique Halford John Mackinder (1861-1947)*



L'amiral britannique H.J. Mackinder, qui fut professeur de géographie à Oxford puis à la *London School of Economics and Political Science*, est le fondateur de la géopolitique classique, celle qui oppose la terre et la mer. Il est connu notamment pour être l'auteur de la théorie selon laquelle il existerait au début du XXème siècle un "pivot géographique du monde", le coeur du monde (*heartland*) protégé par des obstacles naturels (le croissant intérieur, *inner crescent*, composé de la Sibérie, du désert de Gobi, du Tibet, de l'Himalaya) et entouré par les océans et les terres littorales (*coastlands*). Ce coeur du monde, c'est la Russie, qui est inaccessible à la puissance maritime qu'est la Grande-Bretagne. C'est pourquoi le coeur du monde doit être encerclé par les alliés terrestres de la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne doit contrôler les mers mais également les terres littorales qui encerclent la Russie, c'est à dire l'Europe de l'Ouest, le Moyen-Orient, l'Asie du sud et de l'est. La Grande-Bretagne elle-même, avec les Etats-Unis et le Japon, constituent le dernier cercle qui entoure le coeur du monde.

Selon Mackinder, ce qu'il faut absolument éviter c'est l'union de la Russie et de l'Allemagne, la constitution de ce que Mackinder appelle l'île mondiale (*world island*), un puissant Etat ayant d'immenses ressources et de vastes étendues terrestres, ce qui permettrait à la fois d'avoir de grandes capacités territoriales de défense et de construire une flotte qui mettrait en péril l'Empire britannique.

#### Les américains Mahan, Spykman et Huntington

##### *Alfred Thayer Mahan (1840-1914)*



L'amiral américain Alfred T. Mahan a construit une géopolitique destinée à justifier l'expansionnisme mondial des Etats-Unis d'Amérique à une époque où le monde est encore dominé par la Grande-Bretagne, un expansionnisme qui doit se fonder sur la puissance maritime (*sea power*). Mahan est convaincu que les Etats-Unis, puissance industrielle contrôlant les amériques, peuvent, en imitant la stratégie maritime qui fut celle de l'Angleterre à partir du XVIème siècle, obtenir la domination mondiale grâce à la maîtrise des mers. Il leur faut pour cela non seulement des bases, des ports, mais surtout des bâtiments, des navires, qui soient en permanence capables d'intervenir partout dans le monde, et donc constamment opérationnels.

En 1897, Mahan préconise la politique stratégique suivante : il faut s'allier à la Grande-Bretagne pour contrôler les mers, il faut maintenir l'Allemagne sur le continent européen et s'opposer à son développement maritime et colonial, il faut associer les américains et les européens pour combattre les ambitions des asiatiques et en particulier surveiller de près le développement du Japon.

*Nicholas John Spykman (1893-1943)*

Journaliste, N.J. Spykman a enseigné la science politique à l'Université de Californie et a dirigé l'Institut d'Etudes internationales à l'Université Yale de New Haven (Conn.). Disciple critique de Mahan, Spykman est son continuateur en même temps que le continuateur partiel et dissident de Mackinder. Comme le britannique Mackinder, Spykman pense que le monde a un pivot. Mais ce pivot du monde n'est pas le *heartland* de Mackinder, la Russie. Le pivot du monde est composé des terres littorales (les *coastlands* de Mackinder) qu'il appelle le bord des terres, l'anneau des terres (*rimland*), ces terres constituant un anneau tampon entre le coeur, qui est soit la Russie soit l'Allemagne, et la puissance maritime britannique. Ces Etats tampons furent, par exemple, la Perse et l'Afghanistan utilisés par l'Angleterre contre la Russie entre le XIXème et le XXème siècle, comme la France fut utilisée contre l'Allemagne entre la deuxième moitié du XIXème siècle et la deuxième guerre mondiale. Après la victoire sur l'Allemagne il faut donc contrôler ces Etats tampons qui constituent le *rimland*, le pivot, si l'on veut contrôler le coeur du monde.

Cette nécessité conduira à la mise en place d'une politique d'endiguement (*containment*) de par la constitution de l'Alliance atlantique dominée par les Etats-Unis, face au Pacte de Varsovie, dominé par la Russie soviétique, l'Europe de l'Ouest et la Turquie servant d'Etats tampons pour les Etats-Unis et les Etats socialistes d'Europe de l'Est d'Etats tampons pour l'URSS.

*C. Samuel P. Huntington (1927-)*



Bibliographie : *The clash of civilizations and the remaking of world order*, New York, Simon and Schuster, 1996 ; *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Samuel P. Huntington est professeur à l'Université de Harvard, où il dirige le *John M. Olin Institute of Strategic Studies*. Il est le fondateur et l'un des directeurs de la revue "*Foreign Policy*". Il s'est rendu mondialement célèbre en 1993 en prédisant dans un article de la revue "*Foreign Affairs*" l'affrontement de la civilisation Occidentale avec les autres civilisations.

Selon Huntington, "L'histoire des hommes, c'est l'histoire des civilisations, depuis les anciennes civilisations sumériennes et égyptiennes jusqu'aux civilisations chrétiennes et musulmane, en passant par les différentes formes des civilisations chinoises et hindoue"

On distingue généralement, nous dit Huntington, la "civilisation", un concept français du XVIIIème siècle qui s'oppose au concept de "barbarie", des "civilisations", un concept anthropologique qui s'applique à l'entité culturelle la plus large que l'on puisse envisager. Les empires naissent, nous dit-il, et meurent, alors que les civilisations survivent aux aléas politiques, sociaux, économiques et même idéologiques pour en définitive succomber à l'invasion de tiers. Huntington nous dit que pendant trois mille ans les civilisations séparées par le temps et par l'espace se sont ignorées. Puis la civilisation occidentale domina le monde jusqu'au XXème siècle : Alors qu'en 1800, les Européens et les anciennes colonies européennes d'Amérique dominaient 35% de la surface du globe, elles en dominaient 67% en 1878 et 84% en 1914. Ce pourcentage s'accrut encore dans les années 1920, lorsque la Grande-Bretagne, la France et l'Italie se partagèrent les dépouilles de l'empire turc.

Au XXème siècle, nous dit l'auteur, l'expansion de l'occident s'est arrêtée, dont la puissance relative s'est mise à décliner.

Selon certains, nous dit-il, l'Occident triomphe toujours, politiquement et économiquement. Les Etats-Unis, désormais la seule superpuissance, ne déterminent-ils point avec la Grande-Bretagne et la France les grandes orientations politiques et militaires de la planète, et avec l'Allemagne et le Japon ses grandes orientations économiques ?.

Selon d'autres, nous dit Huntington, l'influence de l'Occident ne cesse de se réduire. Ses problèmes internes le minent : la faible croissance de son économie, la stagnation de sa démographie, son chômage, ses déficits budgétaires, la corruption de ses affaires, la faiblesse de son taux d'épargne et, en maints pays, aux Etats-Unis notamment, la désintégration sociale, la drogue, la criminalité.

Ainsi, la puissance économique se déplace vers l'Extrême-Orient, dont l'influence politique et la puissance militaire vont croissant. L'Inde est en passe de décoller. L'hostilité du monde musulman va croissant envers l'occident dont les sociétés non occidentales n'acceptent plus comme jadis les diktats et les sermons. Peu à peu l'Occident perd sa confiance en soi et sa volonté de dominer.

Selon Huntington , ces deux images sont vraies et l'Occident restera le numéro un mondial pendant le XXIème siècle, mais inéluctablement "*l'occident continuera à décliner*" et "*sa prépondérance finira par disparaître*".

L'Occident, nous dit l'auteur, a cru voir dans la chute du communisme la preuve que son idéologie démocrate libérale a valeur universelle. Il entend donc que les non-Occidentaux l'adoptent, avec tout ce qu'elle comporte de démocratie, de libre-échange, de séparation des pouvoirs, de droits de l'homme, d'individualisme et d'État de droit. Or, nous dit-il, là où l'Occident voit des valeurs universelles, les autres civilisations voient volontiers de l'impérialisme occidental.

Ainsi selon l'auteur, l'Occident s'efforce bien sûr de maintenir sa position aujourd'hui encore dominante dans le monde. Il le fait en présentant ses intérêts comme ceux de la communauté mondiale, en s'efforçant d'intégrer les économies non occidentales dans un système économique mondial dominé par lui. En s'efforçant d'imposer aux autres nations les politiques économiques qui lui conviennent à lui, par le biais du Fonds Monétaire International et d'autres institutions économiques internationales.

Mais, nous dit Huntington, les non-Occidentaux ont beau jeu de dénoncer l'hypocrisie des Occidentaux, qui prêchent la non prolifération nucléaire pour l'Iran et l'Irak mais pas pour Israël, qui exigent que la Chine respecte les droits de l'homme mais pas l'Arabie Saoudite, qui partent en guerre lorsque le Koweït riche en pétrole est agressé mais laissent sans défense les Bosniaques qui n'ont pas de pétrole.

Donc, nous dit le professeur, *l'affrontement est programmé* entre la civilisation Occidentale et les autres civilisations du Monde.

Ce point de vue est vigoureusement contesté, notamment par les français François Thual et Aymeric Chauprade (géopoliticien et spécialiste du monde francophone ; publications : *Histoires d'Égypte*, Les Belles Lettres, 1996 ; *L'espace économique francophone*, Ellipse,

1996 ; *Beyrouth éternelle*, Asa éditions, 1998 ; et en collaboration avec François Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, 1999).

Pour ces deux auteurs, en globalisant les aires religieuses, on en vient à ignorer les fractures internes inhérentes à ces espaces civilisationnels, L'unité de l'Islam tient plus de la fiction que de la réalité. Ils accusent Huntington de faire du simplisme et du manichéisme. Ils pensent que la centralité des mécanismes géopolitiques repose en première instance sur les continuités des Etats.

Le point de vue de Huntington n'est pas non plus celui du français Maurice Bertrand (*La fin de l'ordre militaire*, Presses de Sciences Po, Paris 1996), ancien fonctionnaire de l'ONU, qui pense que le monde s'achemine vers un gouvernement mondial.

### Les Français Ancel et Lacoste

#### *A. Jacques Ancel (1879-1943)*

Ancel pense que la géopolitique doit analyser les relations existant entre les groupes humains et le territoire sur lequel ils vivent et se développent, militairement, politiquement et commercialement, à partir, certes, d'invariants géographiques - les montagnes, les fleuves, le littoral, les déserts, les îles - mais sans que ces invariants soient des facteurs naturels absolus.

Autrement dit, pour Jacques Ancel la frontière est modelée, fabriquée, par l'homme, plus que par la nature elle-même, et les invariants naturels, qui évidemment existent bien, ne sont pas des obstacles incontournables pour les politiques volontaristes.

C'est donc la volonté humaine qui compte, plus que la nature du sol ou l'identité ethnique. La Nation relève d'un vouloir vivre collectif et non de critères religieux, linguistiques, ethniques.

#### *B. Yves Lacoste*



Yves Lacoste, géographe, professeur émérite à l'université Paris-VIII, s'est tout d'abord intéressé aux problèmes du Tiers-monde puis au phénomène de la guerre, ce qui va l'amener à refonder, après Ancel, la géopolitique française. Pour Yves Lacoste la géopolitique n'a pas d'autre objet que de décrire et d'expliquer les rivalités de pouvoirs concernant pour l'essentiel les territoires. Des rivalités souvent

aujourd'hui fondées sur les représentations, les idées, que se font les peuples de leurs Etats par rapport à leurs territoires.

### **Réflexion sur un cas d'une actualité brûlante : la Turquie**

La question fondamentale pour la Turquie est de savoir si, à l'issue des longues et difficiles négociations d'adhésion qui vont s'ouvrir prochainement avec l'Union Européenne, elle fera partie de l'Union ou non. Voici un brève présentation de ce pays.

**Le territoire** La Turquie possède un territoire de 780 000 km<sup>2</sup>, ce qui en ferait, en cas d'adhésion, le plus grand pays de l'Union européenne, loin devant la France (544 000 km<sup>2</sup>), l'Espagne (505 000 km<sup>2</sup>) et la Suède (450 000 km<sup>2</sup>), pour ne pas parler de l'Allemagne

(357 000 km<sup>2</sup>). Elle représenterait à elle seule 15% du territoire d'une Union européenne élargie à 28 (comprenant les 25 membres actuels, plus les prochains entrants : la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie).

**Les frontières** Le territoire de la Turquie se trouve pour une toute petite part, 2%, en Europe et pour le reste, 98%, en Asie, pour autant qu'on retienne le Bosphore comme frontière (très artificielle) entre ces deux continents. Il borde à l'ouest et au sud deux pays de l'Union européenne (la Grèce et Chypre) et un troisième destiné à y entrer (la Bulgarie). A l'est, il voisine cinq Etats qui sont soit instables (la Géorgie et l'Arménie), soit potentiellement hostiles à l'Occident (l'Iran et la Syrie), soit encore les deux à la fois (l'Irak).

**La population** La Turquie possédait mi-2003 quelque 71,2 millions d'habitants, soit presque autant que les dix nouveaux pays membres de l'Union européenne (73,8 millions). Bénéficiant d'un taux d'accroissement naturel sensiblement plus élevé que celui des 25, elle devrait avoir quelque 88,9 millions d'habitants en 2025, ce qui en ferait alors, en cas d'adhésion, le pays le plus peuplé de l'Union, devant l'Allemagne, qui perdrait son actuelle prééminence.

L'indice synthétique de fécondité est bien plus élevé en Turquie qu'au sein de l'Union européenne. Témoin de la modernisation du pays, il a cependant chuté de manière spectaculaire entre 1976 et 2003 pour passer de 6,8 à 2,6. Ceci dit, il s'agit d'une moyenne. Dans les faits, il oscille entre 1,7 à l'extrême ouest du pays et 7,1 à l'extrême sud-est. En ce domaine, la frontière ne se confond pas avec le Bosphore. Elle se situe au cœur de l'Anatolie, quelque part entre Ankara et les montagnes du Kurdistan.

**Les conflits** La République turque moderne, née sous le signe du nationalisme, se montre intransigeantes envers ses minorités ethniques, à commencer par la première d'entre elles, les Kurdes, qui représentent environ un cinquième de sa population. Il a fallu attendre 1991 pour que soit reconnue leur simple existence. Alors que nombre de Kurdes sont aujourd'hui assimilés, la guérilla du PKK a revendiqué jusqu'à récemment l'indépendance. Ankara a souvent envoyé des troupes sur sol irakien à la poursuite des combattants séparatistes.

L'armée turque occupe depuis 30 ans la partie nord de Chypre soit 37% du territoire de l'île où habitent 90000 Chypriotes turcs et 110000 colons venus d'Anatolie. Elle est intervenue pour protéger la minorité turcophone du lieu (18% de la population) après un coup d'Etat du nationaliste chypriote grec Nicos Samson, qui visait notamment à réaliser le vieux rêve de l'«Enosis», le rattachement. du pays à la Grèce. La situation est restée bloquée depuis mais la perspective d'une adhésion à l'Union pourrait tout changer.

**Les détroits** Depuis l'effondrement de l'URSS, le Bosphore et les Dardanelles ont retrouvé leur vocation de voie de circulation maritime majeure et comptent des milliers de passages par année. Les deux détroits ont joué un grand rôle stratégique à l'époque de la Guerre froide puisqu'ils représentaient pour l'URSS le seul accès rapide aux «mers chaudes». Sur l'axe est-ouest, le Bosphore peut être franchi en voiture depuis la construction de deux ponts en 1973 et 1989. En revanche, il ne peut toujours pas l'être en train.

**Les fleuves** L'Anatolie constitue le château d'eau naturel d'une bonne partie du Proche-Orient. De son relief montagneux coulent notamment les deux fleuves qui ont abreuvé depuis des millénaires les civilisations de la Mésopotamie, le Tigre et l'Euphrate. Pour la Turquie, ce potentiel sert à l'occasion de moyen de pression contre ses deux voisins méridionaux, la Syrie

et l'Irak. L'eau d'une source karstique proche d'Antalya est par ailleurs exportée depuis le début 2004 vers un autre pays sec, Israël.

**L'approvisionnement en énergie** Le Kurdistan turc se situe au centre de ce qu'on appelle désormais le «nouveau Grand Jeu». En question : l'acheminement d'énormes quantités de pétrole et de gaz des nouveaux grands pays producteurs de la mer Caspienne vers les marchés des pays riches importateurs. Débouché ancien du pétrole du nord de l'Irak (Kirkouk), le port de Ceyhan s'apprête à recevoir l'or noir des champs de l'Azerbaïdjan. Des quantités énormes de gaz devraient transiter à l'avenir par la Turquie vers l'Union européenne.

### Un difficile choix

L'adhésion de la Turquie sera-elle un facteur de stabilité ou d'instabilité pour l'Union ? L'Union pourra-t-elle digérer le choc économique à venir ? Certains estiment que le coût de l'adhésion de la Turquie privera certaines régions d'Europe de l'aide communautaire. D'autres estiment que si la Turquie adhéra à l'Union aujourd'hui, le revenu par habitant de l'Union reculerait de 9 %, la population de l'Union grossirait de 15 % mais n'amènerait que 2,2 % au PIB de l'Union. « La Turquie dans l'Europe, c'est la fin de l'Europe », avait dit Valéry Giscard d'Estaing. Les défenseurs d'une Europe intégrée se demandent comment on pourra approfondir, unir et pérenniser une Union en perpétuel élargissement ? Selon Sylvie Goulard (diplômée de l'ENA et de Sciences PO, professeur à Sciences PO), c'est «dans le christianisme que les pères fondateurs de la CEE ont puisé les principes de leur action». Douze millions de musulmans vivent en Europe, et leur intégration pose déjà problème. Alors comment intégrer à l'Union un pays composé de 72 millions d'habitants dont 98 % sont musulmans ? L'Union peut-elle se permettre d'avoir une frontière avec l'Irak, l'Iran et la Syrie ? La Turquie deviendra-t-elle une tête de pont pour la propagation de l'islamisme radical en Europe, ou au contraire, constituera-t-elle un barrage et un facteur de stabilité pour l'Europe et le Moyen-Orient ? L'Europe n'est-elle pas en train de dépasser sa taille critique en créant un « empire » ingérable, ingouvernable, hétérogène, dont les frontières vont bien au-delà de ses limites «naturelles» ? N'est-elle pas en train de semer les germes de son implosion ? En Turquie, la perspective d'adhésion est populaire, mais les craintes sont nombreuses en Europe. Pour les Kurdes, c'est un grand espoir. C'est aussi l'espoir de voir le problème chypriote se régler.

Les relations de la Turquie avec l'Occident (et Lausanne), ne sont pas récentes. En juillet 1923, le Traité de Lausanne établit la Turquie pratiquement dans ses frontières actuelles. La Turquie est un des membres fondateurs du Conseil de l'Europe (1953), membre de l'OTAN (1952) et membre de l'OCDE. Un accord d'association (1964) lie la Turquie à l'Union Européenne.

Le général de Gaulle disait un jour, « Une nation n'a pas d'amis, elle a des intérêts ». L'Occident a besoin de pétrole et de gaz. Il faut donc sécuriser les routes d'approvisionnement. En ce sens, l'adhésion de la Turquie à l'Union présente un intérêt géostratégique majeur. Chaque adhésion à l'Union a son lot de conséquences économiques, politiques, sociales et culturelles. Dans le cas particulier de la Turquie, beaucoup de questions restent encore sans réponses ou alors les analyses sont aussi diverses que nombreuses. Le choix sera difficile ! Les groupes internationaux, dans leur réflexion stratégique, devront pourtant apporter des éléments de réponses à ces nombreuses questions.

Bernard Jaquier, *MBA Sciences PO Paris*, Professeur d'Economie et de Finance, Ecole Hôtelière de Lausanne. Email : [bernard.jaquier@ehl.ch](mailto:bernard.jaquier@ehl.ch)

### Bibliographie-source de l'exposé

**Denis Touret**, Université Paris 12, Faculté de Droit

<http://www.denistouret.net/>

[http://www.stratisc.org/geopol/cours\\_lizellmann\\_2.html](http://www.stratisc.org/geopol/cours_lizellmann_2.html)

*Les chefs d'Etat européens laisseront-ils enfin la Turquie adhérer à l'Union ?* **Bernard Bridel**, *Le Temps*, No 2056, lundi 13 décembre 2004

*Une Turquie européenne exportera de la stabilité*, **B. Bridel**, *Le Temps*, No 2056, lundi 13 décembre 2004

*Les Kurdes donnent de la voix*, **B. Bridel**, *Le Temps*, No 2056, lundi 13 décembre 2004

*Les questions qui fâchent*, **Eléonore Suiser**, *Le Temps*, No 2056, lundi 13 décembre 2004

*La longue et tortueuse marche turque vers l'Europe*, **E. Suiser**, *Le Temps*, No 2056, lundi 13 décembre 2004

### Bibliographie recommandée

**Zbigniew Brzezinski**, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris Hachette Littératures, 2000

**Henry Kissinger**, *Diplomatie* (traduction française), Paris, Fayard, 1996

**Edward D. Mansfield et Jack Snyder**, *Democratization and War*, *Foreign Affairs* vol. 74, no 3, May/June 1995

**Fareed Zakaria**, *The Rise of Illiberal Democracy*, *Foreign Affairs* vol. 76, no 6, November/December 1997

**Philippe Moreau Defarges**, *Un monde d'ingérences*, Paris, Collection « La Bibliothèque du citoyen », Presses de Sciences Po, 1997

**Philippe Moreau Defarges**, *L'ordre mondial*, Paris, Collection U, Armand Colin, 1998

**Philippe Moreau Defarges**, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Collection "Points-Essais", Le Seuil, 2ème édition : 1998

**Philippe Moreau Defarges**, *La Mondialisation*, Paris, Collection "Que Sais-je ?", n° 1687, Presses Universitaires de France, 2è édition 1998

**François Thual**, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipse, 1995, La revue Herodote, Paris

**Sylvie Goulard**, *Le grand Turc et la République de Venise*, avant-propos de Robert Badinter, Paris, Fayard, 2004

Bibliographie des concepteurs de la géopolitique

**F. Ratzel** *Politische Geographie*, 1897 (traduit en français en 1988) ; *Der Staat und sein Boden*, 1896 ; *Der Lebensraum*, 1901 ; *Über Naturschilderung*, 1923

**K. Haushofer** *Wehr-Geopolitik*, 1932 ; *Weltpolitik von heute*, 1934 ; *Weltmeere und Weltmaechte*, 1937 ; *De la géopolitique*, 1986 (textes fondamentaux traduits en français)

**H. J. Mackinder** *Britain and the British seas*, 1902 ; *The geographical pivot of history*, 1904 (traduit en français en 1992) ; *Democratic ideals and reality : a study in the politics of reconstruction*, 1919

**A. T. Mahan** *The influence of sea power upon history, 1660-1783*, 1890 (traduit en français en 1899) ; *The influence of sea power upon the French Revolution and Empire, 1793-1812*, 1898 ; *The interest of America in sea power, present and future*, 1897 ; *The problem of Asia and its effect upon international policies*, 1900

**N. J. Spykman** *America's strategy in world politics, the United States and the balance of power*, 1942 ; *The geography of the peace*, 1944

**C. S. P. Huntington** *The clash of civilizations and the remaking of world order*, 1996 ; *Le choc des civilisations*, 1997

**J. Ancel** *Géopolitique*, 1936 ; *Géographie des frontières*, 1938 ; *Manuel géographique de politique européenne*, 1940

**Yves Lacoste** *Géopolitique des régions françaises*, 1986 ; *Dictionnaire de géopolitique*, 1995 ; *Vive la nation, destin d'une idée géopolitique*, 1998 ; *Géo-histoire de l'Europe*, 1998 ; *Dictionnaire des idées et notions de géopolitique*, 1999 ; fondateur de la revue de géopolitique *Hérodote* (1976)